





"Le Média" fait sa soirée de lancement, lundi 15 janvier. Capture d'écran

**Créée Sophia Chikirou et Gérard Miller, proches de La France Insoumise, la webtélé "Le Média" lance son premier journal télévisé ce lundi à 20h. Et n'hésite pas à jouer avec les contradictions**

**Proche de La France Insoumise mais "indépendant"**

Quatre mois après "l'appel à la création d'un média alternatif éloigné du modèle économique et idéologique dominant" dans Le Monde, la webtélé "Le Média" voit le jour ce lundi à 20h.

Le premier JT du site fondé par Sophia Chikirou, directrice de la communication de la campagne de Jean-Luc Mélenchon, et Gérard Miller, psychanalyste proche du leader de La France Insoumise, sera particulièrement scruté par ceux qui lui reprochent déjà d'être "le Médiachon".

**"Nous ne sommes pas un média militant. Nous sommes un média engagé"**

Le site internet correspond parfaitement à la stratégie de "contournement des médias traditionnels" assumée par l'ancien candidat à l'élection présidentielle. Cette tactique avait déjà été observée durant la campagne avec la création de sa propre chaîne Youtube.

Le Média assume sa sensibilité de gauche et se veut "coopératif, humaniste, antiraciste, féministe et écologiste". Mais ses créateurs l'assurent : il sera surtout "indépendant". "Nous ne sommes pas un média militant. Nous sommes un média engagé. [...] Dans ce média, on peut dire qu'on est 'les contestataires' mais pas 'les Insoumis'", a ainsi expliqué Gérard Miller.

Le député LFI Alexis Corbière a pour sa part souligné que des personnalités comme Philippe Poutou ou Arnaud Montebourg avaient soutenu le projet.

**Des journalistes chevronnés mais un média "citoyen"**

Pour preuve de leur bonne foi, les fondateurs du Média ont recruté des journalistes venus d'horizons divers. Si la présence d'Aude Lancelin, licenciée de "L'Obs" au terme d'un conflit idéologique avec la direction, n'est pas étonnante, celle de l'ex-reporter du "Figaro" Marc de Boni et de l'ancienne présentatrice de LCI Catherine Kirpach surprend davantage. Au total, 14 journalistes ont été recrutés. Parmi eux également, on trouve l'ancien député-maire de Bègles Noël Mamère, qui a rejoint récemment le

mouvement de Benoît Hamon, Génération.s.

Toutefois, on retrouve la volonté de créer une plate-forme participative redonnant le pouvoir au citoyen. Les internautes contributeurs auront la possibilité de poster des messages sur un "mur" et de proposer des idées de sujets, voire de réaliser eux-mêmes leurs reportages. Le Média espère même créer un véritable réseau de "correspondants citoyens" à l'international.

**Financement participatif mais publicité en vue**

Ces contributeurs, surnommés "les socios", sont pour l'heure au nombre de 13 000. Ils ont financé le projet à hauteur de 1,4 million d'euros, un chiffre de moitié inférieur à celui attendu pour faire vivre le site pendant un an. Plus que des donateurs, les socios sont en réalité actionnaires du "Média", qui a pris la forme d'une association loi de 1901.

Prompt à dénoncer "l'oligarchie financière" qui détient la majorité des médias français, la web télé sera malgré tout contrainte de recourir à la publicité, comme l'a concédé Sophia Chikirou sur France Inter. "A terme, il faut qu'on développe plusieurs sources de financement mais toujours avec les mêmes principes: on ne veut pas d'argent des grandes puissances industrielles", a-t-elle expliqué.

sudouest.fr

**MAIS AUSSI :**

**1) Gérard Miller : un nouveau média citoyen ? - C à Vous - 25/09/2017**

<https://youtu.be/za4spUmKSIA>

**2) « Le Média » dévoile son premier JT anti-Macron (et sans Mélenchon)**

Par Geoffroy Clavel Matthieu Balu

**Au menu: les inégalités femmes-hommes, la situation en Iran et le drame des migrants à la frontière franco-italienne.**

MEDIAS - "Le 20h s'est échappé de la télé. Vous regardez le tout premier journal du Média. Bonsoir à tous". Fondé par des anciens de la

[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)

France insoumise après une campagne de crowdfunding de plusieurs mois, "Le Média" a diffusé à 20h pile ce lundi 15 janvier sur Internet la première édition de son journal télévisé. Un JT relativement classique, manifestation en rodage et aux accents résolument critiques à l'égard d'Emmanuel Macron et du gouvernement

Ceux qui étaient au rendez-vous pour assister à la naissance de cette webtélé de gauche dans l'espoir d'y déceler des marques de subordination à l'égard de Jean-Luc Mélenchon en ont été pour leurs frais. Pas une référence à la France insoumise ni à son programme "L'Avenir en commun" n'a été émise pendant les trente minutes de ce JT filmé dans un studio sobre avec une partie de la rédaction en arrière-plan.

Présenté par sa rédactrice en chef Aude Rossignaux et co-animé par les journalistes Virginie Cresci et Catherine Kirpach, ce 20h a déroulé une (longue) série de brèves d'actualité sans image sur un ton parfois impertinent critiquant la sélection à l'université ou les partenariats publics-privés avant de proposer différents sujets en phase avec la ligne "humaniste" et "féministe" revendiquée par Le Média.

Pour l'heure, pas de reportage sur le terrain mais une analyse de la situation en Iran, une enquête consacrée aux inégalités femmes-hommes (agrémentée d'une critique marquée des ordonnances réformant le code du travail) et un sujet consacré au drame des migrants qui tentent, au péril de leur vie, de traverser la frontière franco-italienne.

En conclusion, l'humoriste et créateur des Guignols Bruno Gaccio était invité en tant que "socio" pour exprimer les attentes de ceux qui ont participé au financement de ce média alternatif.

Malgré quelques bugs techniques, qui ont pu compliquer le visionnage du JT sur le site, un peu moins de 10.000 spectateurs ont assisté en direct à la naissance de ce nouveau venu dans le paysage médiatique.



**II) Le Parti socialiste ne connaîtra pas un nouvel Épinay (à moins que...)**

Gaël Brustier

**Avec Delphine Batho, ils sont maintenant cinq à vouloir relever le PS. On imagine que dans la tête de chaque candidat au poste de premier secrétaire trotte le souvenir du congrès d'Épinay, charriant nostalgie, fantasmes et espérances...**



«Y a quelqu'un ?»

En 1971, longtemps après l'arrivée de De Gaulle au pouvoir en 1958, naquit le PS d'Épinay dirigé par François Mitterrand. L'Union de la gauche puis la conquête du pouvoir en 1981 apparaissent désormais comme un âge d'or. On en est si loin...

Le PS peut-il se relever? François Hollande pense que son parti «touche le fond». Les Français ont boudé les candidatures socialistes aux législatives. Depuis, La France Insoumise apparaît comme la principale force d'opposition, à gauche sinon dans le pays. Pour le PS, la situation est pire que ce que vécut la SFIO après 1958.

La crise de la social-démocratie européenne impose au PS français de sévères révisions idéologiques, stratégiques et programmatiques. Le congrès à venir le permettra-t-il? On peut en douter.

### Congrès sur les ruines

Le Parti socialiste se prépare à un congrès post-cataclysme. Si son pouvoir était inégalé en 2012, sa spectaculaire chute et l'instauration d'un pouvoir de restauration de la Ve République avec Emmanuel Macron, pourrait faire croire qu'il ne s'est agi, en fait de crise de régime, que d'une traduction française de la crise de la social-démocratie. Beaucoup, au sein du parti de François Mitterrand et de François Hollande, rêvent d'une renaissance façon congrès d'Épinay, qui ouvrit la voie à un cycle qui porta François Mitterrand au pouvoir en 1981. Les wishful thinking sont nombreux en la matière. Très nombreux.

Emmanuel Maurel, Luc Carvounas, Stéphane Le Foll, Olivier Faure et Delphine Batho ont déclaré leurs candidatures au poste de premier secrétaire. Julien Dray, historique grognard du mitterrandisme, fondateur de la Gauche socialiste et patient ami de François Hollande, laisse entendre qu'il pourrait se lancer dans la bataille. Des hommes valables et des idées, le PS n'en manque pas. Il lui manque... une vision. Et c'est déterminant.

Après la défaite de 2017, plusieurs chemins s'offraient à la gauche: embrasser la «l'adolescence de la révolte», subir l'éclatement en baronnies locales, poursuivre la rétractation sur un cœur idéologique et électoral affaibli...

Une autre solution se présente: la refondation pure et simple du projet et de la stratégie. Pour ce faire, il faut oser briser les idoles, aller contre les habitudes... Difficile.

Replongeons dans ce que fut l'histoire du PS d'Épinay... Il y a peut-être une méthodologie à saisir.

### Épinay: treize ans après le 13 mai 1958

Le régime fondé par De Gaulle et Michel Debré est né treize longues années avant la refondation

du PS à Épinay. Emmanuel Macron a été élu en 2017. Le congrès du PS se tient au printemps 2018. L'accélération du temps politique aura beau faire, la restauration du régime de 1958 par le président Macron et la fin de son ancien système partisan impose une temporalité de l'ordre de la période post-58 à la vie politique. Le PS cherche Épinay mais a été propulsé dans l'année 1959. Il n'est pas encore prêt pour son retour vers le futur.

Après 1958, la SFIO, dirigée par Guy Mollet connaît une rude période de disette électorale. Si l'un des siens, André Bouloche, reste membre du gouvernement jusqu'à la fin de 1959, son soutien au nouveau régime se solde par une cuisante défaite aux législatives. Le souvenir de la guerre d'Algérie et de l'envoi du contingent par Guy Mollet, celui de l'action de Robert Lacoste, comme la persistante perception du molletisme comme pratique gouvernementale droitière ceinte d'une logorrhée marxiste jettent sur la SFIO un voile de défiance qui pèse lourd.

À côté de la SFIO, une petite scission fait vivre un socialisme contestataire, empreint d'abord d'une volonté de conclure la paix en Algérie puis réceptacle du foisonnement d'idées socialisantes défaits de tout soutien au régime. Édouard Depreux dirige le PSU, fondé en 1960 sur la base d'une entente entre PSA, UGS et de groupes issus du Parti communiste français (PCF).

François Mitterrand, quant à lui, élu de la Nièvre, chemine avec quelques centaines de soutiens organisés au sein d'une Convention des institutions républicaines. Hostile au Général de Gaulle, il publie rapidement un Coup d'État permanent qui fit date.

Hégémonique dans la classe ouvrière, le PCF domine électoralement la gauche.

En 1965, François Mitterrand parvient à être candidat d'une opposition de gauche unie. Il met en ballotage le Général de Gaulle. Ce fait d'arme reste à son actif quand, en 1971 puis 1972, il prend la tête du PS puis négocie le programme commun de gouvernement et enclenche l'Union de la Gauche avec le PCF.

1968 laisse les partis politiques de gauche dans les ornières du chemin de l'Histoire. L'événement met du temps à être intégré par les responsables politiques de la SFIO mais aussi du PC. Sans doute le PSU, petit parti fertile en idées novatrices, est-il le plus proche du mouvement de mai.

### Les conditions réunies pour la mue de la SFIO

À sa manière, le parti présidentiel (UNR-UDT essentiellement) est une chose «et en même temps» une autre. Tant que De Gaulle tint, le fondateur de la France Libre obtint 45% des voix ouvrières par exemple. Or, en avril 1969, la République gaullienne arrive à son terme. Le Général démissionne et part en Irlande. Georges Pompidou est élu au cours d'une élection où Gaston Defferre obtient environ 5% des voix mais où Jacques Duclos, truculent dirigeant communiste, franchit les 20% des suffrages.

À partir de 1969, le problème pour la Gauche et la SFIO se pose différemment.

- La fin du gaullisme a pour conséquence d'aviver un clivage gauche-droite. Sur le plan international, l'URSS fait de moins en moins peur et la répulsion exercée par les communistes français sur leurs cousins-ennemis de la SFIO et de la «gauche non communiste» se tasse.

- Le PCF qui ne fait plus peur.

- L'évolution sociologique peut porter une dynamique unitaire autant qu'un projet de transition au socialisme. Avec Mai 68, le coup d'envoi d'une mutation de la société française était donné. Roland Castro put dire, par la suite, que François Mitterrand «planta une paille dans le cerveau de Mai 68 et aspira».

Ne manque qu'une chose ou presque: un rassembleur. La personnalité de François Mitterrand garantit à l'aile droite de la SFIO une indépendance à l'égard des communistes. Non-membre de la SFIO jusqu'à Épinay, Mitterrand bénéficie (lui ancien candidat dans la Nièvre sous bannière anticommuniste) de l'appui du petit courant de gauche de la SFIO, le Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste (CERES), boîte à idées et à coups politiques, composée d'entristes revendiqués aux analyses détonnantes.

### La chance du PS de Mitterrand à Épinay: l'entrisme au grand jour du CERES

À Épinay, François Mitterrand bénéficie du soutien clé du courant de gauche animé par Jean-Pierre Chevènement, Didier Motchane et Georges Sarre. Ce petit courant, hyperactif, a déjà été à l'origine de plusieurs ouvrages, de colloques programmatiques remarquables et se pense comme le noyau révolutionnaire pouvant changer le destin d'une SFIO ronronnante. Comme ils l'écrivent: «D'un côté du rideau de fer le socialisme évoque des bruits de bottes, de l'autre côté, le raclement des pantoufle». Quel est le but du CERES? Selon son cofondateur Didier Motchane, il s'agit de faire surgir au sein d'une «social-démocratie qui assume la condition humaine du socialisme» l'étincelle qui la pousse à réaliser la «transition au socialisme», c'est-à-dire à «assumer la condition socialiste de l'humanité».

Depuis plusieurs années déjà, ce groupe de jeunes technocrates livre à Mitterrand (en 1965) mais aussi à la SFIO de Guy Mollet ses analyses sur la société, sur la politique industrielle, la politique étrangère, l'autogestion... Ainsi, entre groupe d'experts au service de son parti et courant en formation, le CERES contribue à relancer le débat idéologique et surtout stratégique.

### Aujourd'hui: la mutation impossible?

Flashforward. 2018. Pour se relever, il faut que le PS analyse le monde. Ses fondamentaux sont ceux qui ont produit à la fois l'Acte Unique, le traité de Maastricht et donc la politique monétaire figée par l'euro. Sont-ils d'actualité? Les événements prouvent que non.

Le PS de 1971 savait pouvoir s'appuyer de classes sociales plus diplômées et mues des préoccupations bruyamment manifestées en 1968. Il disposait, potentiellement, d'une base sociale en dynamique démographique, qui pouvait –et Mitterrand l'avait entrevu– lui permettre de doubler en suffrage un PCF encore hégémonique dans la classe ouvrière et dans ses bastions municipaux.

Des choix fondamentaux à partir d'une analyse des rapports de force mondiaux et du devenir du capitalisme sont à opérer en 2018. Ces choix doivent rencontrer une fine analyse de la société française. Le PS, hier supernova électorale, a chuté dans le ravin électoral.

Aligner les «propositions», vouloir mener la «bataille culturelle» (sur la base de quoi?), aller à

la rencontre des classes populaires... Tout cela n'est ni faux ni honteux... C'est simplement opérant.

Pour que le PS connaisse un nouvel Épinay, il lui faut une analyse du monde, c'est-à-dire de l'évolution du capitalisme et de ses traductions géopolitiques, une analyse de la société française, c'est-à-dire du pouvoir actuel, de la situation des groupes sociaux, en prenant en compte l'idéologie en vogue et son rapport avec l'évolution du capitalisme, pour enfin tracer les contours d'un rassemblement, d'un projet, d'une stratégie.

Pour l'heure, rien.

Nonobstant les mérites des uns et des autres, l'édifice est totalement à repenser... Et repenser l'édifice, cela suppose d'oser liquider une partie du passé du PS depuis 1983.

Y est-il prêt?



Gaël Brustier (120 articles)  
Chercheur en science politique

Slate

### III) Elue à Poissy, elle démissionne du PS... avec « une centaine » d'adhérents des Yvelines



Depuis la double déroute des élections présidentielles et législatives du printemps dernier, le parti socialiste reste plutôt silencieux dans les Yvelines. La raison en serait-elle une désaffection militante (qui touche également la fédération LR, Ndlr) ?

Anne-Marie Vinay (photo), conseillère municipale d'opposition et secrétaire de la section PS à Poissy, a en tout cas souhaité faire part de sa démission et de celle d'une centaine d'adhérents yvelinois, par un communiqué :

Militante du PS depuis 1983, secrétaire de section à Poissy et ses environs, membre du bureau fédéral des Yvelines, élue à Poissy, j'ai décidé d'envoyer ma démission au Parti

LAPRESSEENREVUE.EU

socialiste. Cette décision, je la partage avec une centaine de socialistes des Yvelines, c'est pourquoi je voulais vous en informer.

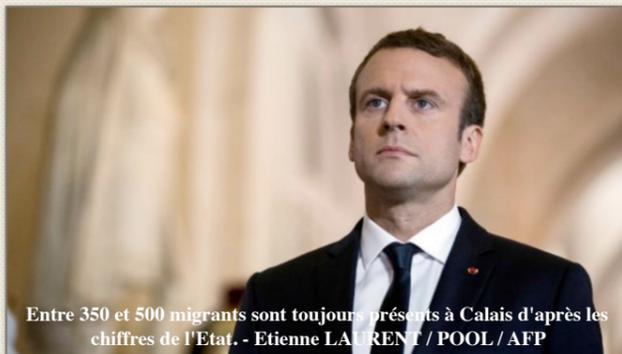
L'histoire récente du dernier quinquennat, les positions de nombreux responsables vis-à-vis du vainqueur des primaires, les positions actuelles des élus à l'Assemblée font que je me désolidarise d'un parti qui ne représente plus l'idée que je me fais d'un parti de gauche. Pour autant, socialiste je suis, socialiste je reste.

tr78.fr



### IV) En visite à Calais, Macron boycotté par deux associations d'aide aux migrants

Par Anthony Cortes



Entre 350 et 500 migrants sont toujours présents à Calais d'après les chiffres de l'Etat. - Etienne LAURENT / POOL / AFP

Le président de la République Emmanuel Macron se rend à Calais ce mardi 16 janvier. Au programme : rencontres avec des élus et des organisations locales pour aborder le sujet de la crise migratoire. Deux associations ont communiqué "décliner" l'invitation.

Déplacement très attendu d'Emmanuel Macron dans les Hauts-de-France. Le président de la République se rend ce mardi 16 janvier à Calais pour rencontrer les acteurs locaux (élus, organisations, forces de l'ordre) confrontés à la crise migratoire. Il prononcera ensuite un "discours de vérité" sur le sujet, promet l'Elysée. Une rencontre et un discours que rateront volontairement deux associations d'aide aux migrants : l'Auberge des migrants et Utopia 56.

Dans un communiqué, les deux associations expliquent "décliner" l'invitation, cette rencontre leur semblant "inutile". Elles s'interrogent : "Alors même que le gouvernement n'a pas écouté les grandes organisations humanitaires, ni sur leurs critiques, ni sur leurs propositions, pourquoi le président tiendrait-il compte des mêmes critiques et propositions des associations locales ?".

Dans leur viseur : le projet de loi "Asile et immigration", qui sera présenté en conseil des ministres en février avant d'être voté par le

Parlement dans les semaines suivantes. "La concertation sur le futur projet de loi est terminée", se désolent les deux associations pour qui cette rencontre "ne peut que permettre au chef de l'exécutif de déclarer qu'il y a eu dialogue avec les associations, alors que les décisions politiques importantes sont déjà prises". Un avis basé sur les propos de Gérard Collomb, le ministre de l'Intérieur. Dans une interview accordée au Parisien dimanche, celui-ci a affirmé qu'il n'était "pas question" de changer l'orientation du projet de loi, "totalement équilibré" selon lui. Une trentaine d'organisations humanitaires jugent pourtant ce texte "déséquilibré" entre fermeté de la lutte contre l'immigration irrégulière et amélioration de l'accueil des réfugiés.

Pour faire face à ces critiques, Emmanuel Macron devra insister sur le côté plus humain de la politique d'accueil de la France. Il se rendra d'ailleurs dans un des Centres d'accueil et d'examen de situation (CAES), en place dans la région depuis la fin de l'été pour proposer à chaque arrivant une solution d'hébergement et un traitement administratif de son dossier.

Ce déplacement n'intervient pas à n'importe quel moment, à deux jours du sommet franco-britannique de Sandhurst, au sud de Londres. Emmanuel Macron pourrait demander à Theresa May, Première ministre britannique, une révision des accords du Touquet. Ceux-ci fixent depuis 2004 la frontière britannique à Calais. Délocalisant, de fait, les contrôles frontaliers britanniques dans les zones portuaires et ferroviaires françaises. Dimanche, toujours dans Le Parisien, Gérard Collomb exprimait le souhait d'un effort financier supplémentaire des britanniques pour sécuriser la zone de Calais.

Selon l'Etat, entre 350 et 500 migrants sont toujours présents à Calais, malgré le démantèlement de la "jungle" fin 2016.

Marianne

MAIS AUSSI :



Mathilde Robert, avocate bénévole à l'Auberge des migrants. Photo : David Pauwels

**Mathilde Robert : « L'une des politiques les plus dures jamais menées en matière d'immigration »**

« Cela fait deux mois que je suis arrivée à Calais comme volontaire à l'Auberge des migrants, à la fin de mes études. Ce que je veux dire à Emmanuel Macron, c'est que personne n'est dupe. Sous ses beaux discours, il conduit avec Gérard Collomb l'une des politiques les plus dures et inhumaines jamais menées en matière d'immigration. Leur cynisme me dégoûte. La réalité, c'est que, à Calais, trois personnes sont mortes et une a été très grièvement blessée en tentant de franchir la frontière au cours du dernier mois. La réalité, c'est que la frontière et leurs politiques tuent. Harcèlement policier permanent, violence, destruction régulière de leurs maigres effets, refus d'ouverture des hébergements d'urgence disponibles... les exilé.e.s sont désespéré.e.s et prennent toujours plus de risques. J'ai honte que cela se déroule dans mon pays, dont la devise républicaine est pourtant "Liberté, égalité, fraternité". L'un des exilés, apprenant que j'étais française, m'a dit : "I learned one thing in french, in Calais. It's : Allez, dégage !" »

**Marie Barbier**  
journaliste

**l'Humanité.fr**

## V) Didier Guillaume quitte la vie politique : « Un choix mûrement réfléchi »

<http://dai.ly/x6d757o>



Par Simon Barbarit

**En annonçant sur son compte Facebook son retrait de la vie politique, le président du groupe socialiste du Sénat, Didier Guillaume a surpris tout le monde. Au micro de Public Sénat, il explique les raisons de son choix.**

Si certains comme, la sénatrice des Pyrénées Atlantiques, Frédérique Espagnac, « avaient senti qu'il n'irait pas jusqu'au bout », la plupart des sénateurs socialistes ont été pris de court par la décision de Didier Guillaume. À 58 ans, le sénateur de la Drôme, ancien vice-président du Sénat, et actuel président du groupe PS a annoncé via Facebook, 10 minutes avant le début de la réunion hebdomadaire, son retrait de la vie politique. (voir notre article)

**« Ici même au Sénat, je me suis éclaté. C'était vraiment formidable »**

Au micro de Public Sénat, il s'explique. « C'est un choix mûrement réfléchi. Ça fait quelques

semaines que j'y pensais. J'ai été très heureux de cet engagement politique depuis tant d'années, très heureux d'avoir été élu local, maire, conseiller général, président du département, sénateur » énumère-t-il avant d'ajouter : « Ici même au Sénat, je me suis éclaté. C'était vraiment formidable ». Didier Guillaume annonce qu'il va maintenant tenter de « faire autre chose », « un nouveau challenge professionnel », sans préciser lequel.

Didier Guillaume, s'est donc « éclaté » au Sénat ». En tant que président de groupe, il retient aussi « l'ambiance fraternelle et amicale » du groupe PS où se rencontrent « des gens de tous les coins de France. Encore récemment pourtant l'ambiance semblait s'être quelque peu dégradée. Plusieurs sénateurs de l'aile gauche du PS lui avaient reproché ses félicitations à Olivier Dussopt lors de la nomination de ce dernier au gouvernement (voir notre article). Dans son message Facebook, Didier Guillaume évoque, lui, « les turbulences du quinquennat » précédent.

**« J'ai toujours essayé d'être loyal, d'être fidèle »**

À Public Sénat, il complète son propos : « ça fait partie de la vie politique et de l'engagement. Les turbulences naissent du débat. En fonction de ce débat, les responsables politiques tranchent. Le président de la République et les Premiers ministres ont tranché. Moi, j'ai toujours essayé d'être loyal, d'être fidèle, fidèle en amitié, fidèle dans mon engagement, fidèle à mon engagement envers François Hollande, envers ses deux Premiers ministres, Jean-Marc Ayrault et Manuel Valls. Maintenant je passe à autre chose et je ne parle plus de politique »

Didier Guillaume reste au Sénat encore quelques semaines. L'élection de son successeur à la tête du groupe PS aura lieu mardi prochain, le 23 janvier.



## VI) Éric Woerth explique ne pas avoir "pensé" à déclarer l'argent liquide reçu par la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007



Eric Woerth © AFP



[sylvain.chazot@europe1.fr](mailto:sylvain.chazot@europe1.fr)

En tant que trésorier de la campagne

présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007, Éric Woerth était un homme plutôt occupé. Pas le temps de niaiser, encore moins de penser à des choses qui ne lui viendraient pas naturellement.

Invité de France inter ce mardi 16 janvier, le député Les Républicains de l'Oise évoque ainsi ces enveloppes d'argent liquide reçues, selon lui, sous forme de dons anonymes durant la campagne 2007 et reversées sous forme de primes à des salariés - les membres les plus investis de l'équipe. Le journaliste Nicolas Demorand demande donc à Éric Woerth pourquoi cet argent reçu - **entre 30.000 et 35.000 euros** selon les informations de franceinfo: - n'a pas été déclaré à la commission des comptes de campagne. La réponse d'Éric Woerth est plutôt sobre :

***J'aurais sans doute dû le faire. À l'époque, on n'y a pas pensé. Ce n'était pas beaucoup d'argent. On l'a distribué aux salariés qui avaient beaucoup donné.***

"Probablement", il aurait dû déclarer cet argent, ajoute encore l'élu. Mais il se dit "tout à fait à l'aise avec cela". **"Je crois que j'ai bien fait de faire cela compte tenu des circonstances qui étaient les circonstances de l'époque"**, estime-t-il.

Plusieurs membres de l'équipe de campagne de Nicolas Sarkozy en 2007 ont confirmé devant les policiers de l'Office central de lutte contre la corruption, et les infractions financières et fiscales **le versement de primes en liquide**. Selon les témoins entendus par les enquêteurs, deux hommes versaient ces primes : Éric Woerth, donc, et Vincent Talvas, alors directeur financier de l'UMP. Les salariés venaient chercher l'argent dans leurs bureaux.

Les enquêteurs ne croient pas à la version de dons anonymes et qualifient, comme l'avait dévoilé à l'époque Mediapart, l'explication d'Éric Woerth de "captieuse". Comprendre : qui vise à tromper. "Normalement, jamais un parti politique n'incite ses militants à donner de l'argent, comme cela, dans des enveloppes. On donne par chèques ou en espèces mais contre reçu. Forcément, quand ce sont des espèces anonymes, il y a un soupçon élevé de fraude", notait pour sa part l'association anti-corruption Anticor.

Interrogé par franceinfo: en octobre 2017, l'actuel trésorier de LR Daniel Fasquelle expliquait que, s'il devait recevoir des dons anonymes, **il les ferait "constater par un huissier"**. "Et je remettrais ces sommes d'argent à la Commission nationale des comptes de campagne et du financement de la vie publique", ajoutait-il. Autrement dit, dans le langage Woerth, il y penserait.

[lelab.europe1.fr](http://lelab.europe1.fr)

**LAPRESSEENREVUE.EU**

## VII) Affaire Lactalis : « L'alimentation industrielle est tout sauf saine »

Entretien avec Marie-Claire Frédéric

**L'affaire Lactalis aurait-elle pu arriver dans un fromage au lait cru ? Probablement pas, assure à Reporterre une spécialiste de la fermentation. Elle défend les bonnes bactéries qui, à force d'être combattues, laissent la place aux mauvaises. Elle indique des pistes pour mieux s'alimenter, notamment les enfants.**



Finalement, Lactalis reprendra toutes les boîtes de lait infantile produites dans son usine de Craon (Mayenne). Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, l'a annoncé vendredi 12 janvier dans l'après-midi, après une rencontre avec le PDG du groupe, Emmanuel Besnier.

Ce rebondissement est le dernier d'une longue série, depuis l'alerte gouvernementale lancée le 2 décembre dernier, demandant le retrait du marché de 12 lots de lait infantile fabriqués dans cette usine, et possiblement contaminés aux salmonelles. Deux autres retraits ont suivi, le 10 décembre et le 21 décembre. En tout, des millions de boîtes commercialisées dans une soixantaine de pays ont dû être rappelées, selon les chiffres de Bercy.

Scandales dans le scandale, on a appris ensuite, par le Canard enchaîné, que l'industriel avait déjà repéré des salmonelles en février et en août dernier, que les services sanitaires de l'État eux-mêmes, en septembre, avaient contrôlé l'usine, et que personne n'avait rien vu — ou rien voulu voir. Puis en ce début janvier, cela a été au tour de la grande distribution d'admettre qu'elle avait failli, Leclerc puis Casino, Intermarché, Cora, Auchan, reconnaissant qu'ils avaient continué de vendre, malgré les rappels, des boîtes de lait à risque. En tout, en France, au moins 36 nourrissons ont été touchés par la salmonelle, et ont finalement pu rentrer chez eux sains et saufs, la bactérie ne présentant « pas de résistance antibiotique particulière ».

Ouf ! Mais cette croisade contre une méchante bactérie nous en ferait presque oublier les gentilles. Cette histoire aurait-elle pu arriver avec

un fromage au lait cru ? Marie-Claire Frédéric, une grande copine de ces habitantes de l'infiniment petit, exploratrice de la fermentation autant dans les livres et les articles scientifiques que dans sa cuisine, répond à Reporterre.



Marie-Claire Frédéric est journaliste culinaire et historienne de l'alimentation. Elle est notamment l'auteure de Ni cru, ni cuit (Alma Éditeur), et tient un blog du même nom.

**Reporterre — Tout d'abord, que vous inspire l'affaire Lactalis ?**

Marie-Claire Frédéric — J'ai repensé à une histoire : Lactalis avait accusé un producteur artisanal de camemberts au lait cru d'avoir des fromages contaminés. Ce producteur avait dû retirer tout un stock de la vente. Ensuite, on a fait des analyses, et il s'est avéré que c'était faux. Mais le mal était fait. Le gars avait perdu plein de camemberts, et sa réputation était atteinte. C'est interpellant.

**Vous travaillez sur la fermentation, due à de « bonnes » bactéries. Mais comment expliquez-vous les contaminations aux mauvaises bactéries, ici dans le cas de Lactalis, aux salmonelles ?**

D'une certaine manière, c'est le résultat de 150 ans d'hygiénisme à outrance. Pour vivre, on a absolument besoin des bactéries. Il y en a beaucoup de bonnes, qui nous sont utiles, et il y en a quelques-unes qui sont pathogènes, comme la listeria, les salmonelles, etc. Dans l'ensemble du vivant, ces bactéries s'équilibrent les unes les autres.

Mais, quand on éradique les bactéries, quand on utilise des produits, comme on dit dans les publicités, qui tuent 99 % des bactéries, cela éradique toutes les bonnes et celles qui restent, généralement, ce sont les pathogènes, justement.



Un coulommiers, fromage au lait cru originaire de la ville éponyme de Seine-et-Marne.

**On imagine que, quand on fabrique du lait infantile, on tue de façon assez certaine toutes les « bonnes » bactéries pouvant être présentes dans le lait au départ. Cela entraîne-t-il plus de risques de contaminations ?**

Le lait infantile n'a plus rien à voir avec ce qui sort du pis d'une vache. C'est un produit qui est complètement craqué. On part d'un lait dont on sépare tous les composants et ensuite on recombine cela différemment. Et il n'y a pas que du lait, d'autres matières grasses sont soumises à cette même méthode. Je me demande comment cela a le droit de s'appeler lait, d'ailleurs.

Donc je pense que oui, on crée plus de risques. Lactalis travaille dans le lait et les fromages, alors prenons l'exemple des fromages au lait cru, fabriqués de façon artisanale : il a été prouvé par

'Inra qu'un consortium de bactéries se crée sur la croûte du fromage et qu'il va le protéger naturellement de toutes les bactéries pathogènes. Les fromages pasteurisés, eux, n'ont plus du tout cette barrière naturelle. Donc, la moindre bactérie extérieure qui arrive gagne la partie et contamine le produit.

**Pourquoi passer par des processus de pasteurisation et de désinfection alors ?**

Je pense que c'est le résultat d'une conception de la microbiologie qui date de Pasteur et qui n'a pas évolué depuis. Pasteur, quand il a découvert les bactéries, ce monde microscopique de choses qui grouillaient et causaient des maladies, cela lui a fait vraiment peur. Il n'a retenu que le côté mauvais du monde microbien. Or, on sait maintenant qu'il y a dans ce monde beaucoup plus de bon que de mauvais. La perception commence à changer dans le milieu médical, mais les industriels n'ont pas encore compris cette évolution nécessaire. Il se prétendent fournisseurs d'une alimentation saine, propre, sans risque par rapport aux productions artisanales. Les faits montrent que c'est faux. L'alimentation industrielle est tout sauf saine.



**Y a-t-il un intérêt économique à éliminer les bactéries ?**

Sans doute que cela coûte plus cher de respecter les bactéries. Cela demande de la surveillance, des contrôles, plus de temps. En plus, le monde des bactéries est le contraire de la standardisation. Le camembert Président a le même goût tout au long de l'année, quelle que soit l'usine où il est produit. Tandis qu'un fromage artisanal fabriqué avec les vraies bactéries issues du lait sera différent selon la saison, le lieu, etc. Maîtriser ces aléas coûte cher.

**Mais alors, on a l'impression que ce choix crée un cercle vicieux, d'une course sans fin contre les bactéries...**

Oui, et c'est mortifère, parce que pour en revenir à l'alimentation, on a besoin de bactéries. Notre corps, quand on consomme des aliments, s'attend à en recevoir. Or, la nourriture industrielle est forcément morte, puisque tout est aseptisé. Notre corps est en manque de vivant. D'où la montée

des allergies et d'autres maladies qui n'existaient pas avant. Cela renforce l'idée que l'alimentation fondée sur des produits industriels est vraiment synonyme de mauvaise santé. Cela ne va pas pouvoir durer encore longtemps !

**Si l'on en revient à cette affaire, qui concerne du lait infantile, après tout ce que vous venez d'expliquer, on se dit comment faire, que dire aux parents, sans pour autant culpabiliser les femmes qui n'allaitent pas ?**

C'est très compliqué. Le meilleur pour le bébé, c'est d'être allaité, mais ce n'est pas toujours possible, et puis les mères font ce qu'elles veulent. Le problème, c'est que les industriels ont pris les clés de l'alimentation des enfants. On leur donne des choses complètement artificielles, comme sorties de laboratoire. Cela me dérange beaucoup.

Pour en sortir, il existe des pistes. Les aliments fermentés en sont une. Dans les pays en développement où l'on ne peut pas se procurer de lait infantile industriel, notamment ceux où la chaleur peut causer des problèmes d'hygiène, une des recommandations de la FAO est de faire fermenter les bouillies pour les enfants. On observe que les enfants qui en mangent sont beaucoup moins malades. Cela permet d'avoir des aliments sains, sans risques.



**Vous avez justement un blog pour inciter tout un chacun à préparer lui-même des aliments fermentés chez lui. Dans les commentaires, on constate que vos lecteurs vous posent beaucoup de questions, notamment sur les risques de contamination. Les gens ont-ils du mal à renouer une relation avec les bactéries ?**

La plupart des gens ont peur de se lancer. On leur a tellement dit qu'il fallait tout mettre au frigo, jeter au bout de quelques jours, etc. Par exemple, j'ai quelques articles sur le fromage, et je recommande de laisser le lait cru 24 heures à température ambiante, pour qu'il mature. Les gens disent « Comment ? On m'a toujours dit qu'il ne fallait jamais laisser le lait à température ambiante, que j'allais mourir si je buvais ça. » En fait, non, de bonnes bactéries se développent. Mais cent cinquante ans d'hygiénisme ont modifié le « bon sens » des gens. Pareil pour fabriquer de la choucroute, je mets le chou dans un bocal, je ferme, et je le laisse à température ambiante, je ne stérilise pas. Ce sont ces réticences qu'il faut combattre, expliquer aux gens que ce sont même ces préparations qui ont permis aux humains de survivre à des périodes de guerre, d'épidémie, de pénurie, de famine, etc.

**En lisant votre ouvrage, on apprend que les aliments fermentés étaient sans doute antérieurs à la découverte de la cuisson...**

C'est pratiquement certain. Le premier acte culturel de l'homme vis-à-vis de son alimentation, c'était la fermentation. On a plusieurs indices. Par exemple, dans certaines cultures, on mange des

végétaux qui ne sont pas comestibles à l'état cru. Le fait de les fermenter leur enlève leur toxicité. Ces aliments existent depuis la plus lointaine préhistoire. C'est logique, parce que les hommes de la préhistoire, pour garder des aliments, les ont enterrés dans une fosse. Quand ils sont revenus, cela avait fermenté dans la fosse, c'était parfaitement conservé. Ils ont goûté, et il s'est avéré que ceux qui mangeaient cela vivaient en meilleure santé que ceux qui n'en mangeaient pas, notamment parce que la fermentation augmente les qualités nutritionnelles des aliments. C'est comme cela que le goût du fermenté s'est propagé au fil des générations.

Propos recueillis par Marie Astier

Reporterre  
le quotidien de l'écologie

**A Suivre...  
La Presse en Revue**

